

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

**Décision du 29 MAI 2020 portant mise à la retraite anticipée
au titre des carrières longues - Mme Pilverdier (Magali)
(Office français de protection des réfugiés et apatrides)**

NOR : *INTV2006719S*

Le directeur général de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, notamment le livre VII de ses parties législative et réglementaire ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 2003-775 modifiée du 21 août 2003 portant réforme des retraites ;

Vu la loi n° 2010-1330 modifiée du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites ;

Vu la loi n° 2014-40 du 20 janvier 2014 modifiée garantissant l'avenir et la justice du système de retraites ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'État ;

Vu le décret n° 2014-350 du 19 mars 2014 relatif à la retraite anticipée au titre des carrières longues ;

Vu la décision du 24 janvier 2018 portant nomination de Mme Magali Pilverdier en qualité d'attaché d'administration et la classant au 9^{ème} échelon à compter du 1^{er} janvier 2018 ;

Vu la demande d'admission à la retraite formulée par l'intéressée en date du 2 décembre 2019, modifiée le 15 mai 2020 ;

Considérant que l'intéressée remplit les conditions pour un départ anticipé à la retraite au titre des carrières longues,

Décide :

Article 1^{er}

Mme Magali Pilverdier, attaché d'administration de l'État, 9^{ème} échelon (IB 732 – IM 605), de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides est admise à faire valoir ses droits à la retraite au titre des carrières longues à compter du 1^{er} juillet 2020 tous droits à congés administratifs épuisés.

Article 2

À compter de la même date, Mme Magali Pilverdier est radiée du corps des attachés d'administration de l'État.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (www.ofpra.gouv.fr).

Fait le 29 MAI 2020

*Le directeur général de l'Office français
de protection des réfugiés et apatrides,*

J. Boucher

